

Rencontre régionale pour l'Afrique Francophone

Déclaration de Dakar

Les coalitions PCQCP des pays d'Afrique Francophone se sont réunies du 12 au 15 juin 2012 à Dakar au Sénégal au cours d'une rencontre de stratégie régionale. La rencontre visait les objectifs suivants:

- Approfondir la réflexion sur le rôle de la société civile dans la bonne gouvernance dans les industries extractives spécifiquement dans les pays d'Afrique francophone;
- Approprier la vision commune et la nouvelle stratégie de PCQVP ;
- D'échanger sur les bonnes pratiques en matière de suivi des contrats extractifs
- De discuter des priorités de la campagne incluant une réflexion sur le futur de l'ITIE ;

A cette rencontre aussi, nous avons eu à examiner les questions liées à la transparence des industries extractives en Afrique : Réussites et défis à l'avenir ; le bilan de l'ITIE en Afrique nouvelle stratégie de PCQVP; analyse des rapports ITIE ; au-delà de la conformité – Comment avancer l'agenda de la transparence à travers l'ITIE ; la Vision Minière Afrique, opportunités pour la société civile.

De ces questions, des points forts liés au renforcement et à la participation des coalitions africaines francophones ont été relevés.

Ainsi, les coalitions d'Afrique francophone :

Affirment que la transparence et la bonne gouvernance dans les industries extractives sont des leviers essentiels pour concourir à la réduction de la pauvreté et le développement durable,

Confirment le lien indéniable entre la gouvernance économique et la gouvernance démocratique et l'importance d'un débat ouvert sur la gestion des ressources naturelles,

Rappellent leur rôle d'interlocuteur critique et constructif sans craintes de menaces ou de harcèlement comme société civile et partie prenante à la mise en œuvre du processus ITIE et d'autres initiatives de responsabilité sur toute la chaîne des valeurs,

Sont convaincues que la campagne « Publiez Ce Que Vous Payez » et « l'Initiative pour la Transparence des Industries Extractives » sont un processus participatif et inclusif pour la promotion de la transparence et plus particulièrement à la bonne gouvernance dans les industries extractives.

Félicitent les Gouvernements de la Tunisie et du Sénégal pour leur engagement à mettre en œuvre l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives,

A la lumière de nos analyses et discussions, nous recommandons:

1. Aux gouvernements des pays d’Afrique francophone de:

- Respecter rigoureusement les principes, critères et exigences de l’initiative.
- Traduire la vision et les principes des codes miniers dans les législations et politiques nationales.
- Etendre la portée de la transparence dans toute la chaîne de valeur des industries extractives ;
- Rendre publics les contrats, conventions et titres miniers ;
- *Impliquer les populations dans la signature des contrats ;*

2. Aux gouvernements du Nord:

- D’adopter la directive européenne (normes comptables) sur les industries extractives comprenant des données désagrégées projet par projet ;
- D’exiger de la SEC la publication des règles d’application de la section 1504 de la Loi Dodd Frank
- Appuyer le renforcement de capacité des coalitions africaines ;

3. Aux entreprises extractives:

- De mettre en œuvre l’ITIE dans tous les pays où elles interviennent ;
- Promouvoir la transparence dans les contrats ;
- De développer et de mettre en œuvre des Accords de Développement Communautaire

4. Aux Institutions Financières Internationales: BAD et Banque Mondiale

- Soutenir techniquement et financièrement les coalitions africaines ;
- Soutenir les gouvernements d’Afrique francophone pour une meilleure gouvernance du secteur extractif

5. A la société civile, aux membres des coalitions africaines et aux partenaires de PCQVP

- Mettre en place des standards et les codes d’éthique pour améliorer la gouvernance des coalitions de PCQVP en lien avec les valeurs de la Campagne.
- Développer une nouvelle stratégie et la gouvernance de PCQVP.

- Mutualiser les expériences et accroître la synergie d'action ;
- Renforcer l'implication des communautés locales dans le processus ITIE et promouvoir leur regard critique sur les activités extractives

6. Secrétariat International de l'ITIE

- Adopter la stratégie d'appui financier et de protection des activistes PCQVP en Afrique ;

7. A l'Institut de la Banque mondiale

- De mettre en œuvre son nouveau programme de suivi des obligations contractuelles dans le secteur extractif en renforçant les capacités techniques et financières de la société civile.
- D'étendre son programme à tous les autres pays francophones d'Afrique

8. Fonds multi bailleurs

- D'adopter des mécanismes et de procédures d'octroi de subvention à la société civile engagée dans le processus ITIE, notamment à travers le financement direct du fonds multi-donateur.

Les Participants

Fait à Dakar, le 15 juin 2012